

**ARRETE DU 02 juin 2017**

## **ARRETE N°02/2017-Vi PRESCRIVANT UNE ENQUETE PUBLIQUE PORTANT SUR LE PROGRAMME DE TRAVAUX DE RESTAURATION DU BASSIN VERSANT DE LA VIGNAGUE**

**LE PRESIDENT DU SMER'E2M,**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.211-7 et R214-88 et suivants sur les études, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, L.122-1 sur les études d'impact, les articles L123-1 à L123-16 et R123-1 à R123-33, concernant les enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement, les articles L214-1 à L214-11 relatifs à la protection du milieu aquatique (loi sur l'eau), les articles R214-1 à R214-12 concernant la procédure d'autorisation ;

Vu le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 ;

Vu la délibération du 20 octobre 2016 du Comité Syndical du SMER-E2M approuvant le lancement de l'enquête publique sur le territoire de la Vignague ;

Vu le dossier présenté par le SMER'E2M concernant le programme de travaux de restauration du bassin versant de la Vignague soumis à une déclaration d'intérêt Général et à une enquête publique au titre du Code de l'Environnement ;

Vu la décision du Tribunal Administratif de Bordeaux du 06 avril 2017, désignant Madame Christina RONDEAU, formation management environnemental, chargée de diligenter l'enquête publique ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Président du SMER'E2M ;

### **A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** : Il sera procédé à une enquête publique de 31 jours du **19 juin 2017 au 20 juillet 2017** inclus afin de recueillir l'avis du public sur les travaux de restauration sur le bassin versant de la Vignague.

Ce projet est soumis à enquête publique au titre de l'article L214-4, L215-15, L181-9 et R214-1 du Code de l'environnement pour les rubriques :

- 3.1.1.0 Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant :
  - 1/ *Un obstacle à l'écoulement des crues*
  - 2/ *Un obstacle à la continuité écologique :*
    - a) *entraînant une différence de niveau supérieur ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation ;*
    - b) *Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation ;*

## SMER'E2M

Syndicat Mixte Eaux et Rivières de l'Entre Deux Mers

11 avenue du 8 mai 1945 - 33420 BRANNE - 05 57 84 89 54 - 06 70 54 99 05 - [rivieres1.smer-e2m@orange.fr](mailto:rivieres1.smer-e2m@orange.fr)

- 3.1.2.0 Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la déviation d'un cours d'eau :
  - 1/ Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m
  - 2/ Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m.
- 3.1.4.0 Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes :
  - 1/ Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m
  - 2/ Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m.
- 3.1.5.0. Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet :
  - 1/ Destruction de plus de 200 m<sup>2</sup> de frayères
  - 2/ Dans les autres cas.
- 3.2.1.0 Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L215-14 réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année :
  - 1/ Supérieur à 2 000 m<sup>3</sup>
  - 2/ Inférieur ou égal à 2 000 m<sup>3</sup> dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 ;
  - 3/ Inférieur ou égal à 2 000 m<sup>3</sup> dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1.

L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à dix ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir.

Le responsable du projet est le SMER'E2M, 11 avenue du 8 mai 1945, 33420 Branne – Tél : 05 57 84 89 54 – [rivieres1.smer-e2m@orange.fr](mailto:rivieres1.smer-e2m@orange.fr).

**ARTICLE 2** : Madame Christina RONDEAU, formation management environnement, a été désignée commissaire enquêtrice titulaire par le Président du tribunal administratif de Bordeaux, pour conduire l'enquête publique.

**ARTICLE 3** : Conformément aux articles R 123.9, R 123-10 et R 123-13 du code de l'environnement, le dossier comprenant l'étude du programme pluriannuel de gestion du réseau hydrographique du bassin versant de la Vignague et la demande de Déclaration d'Intérêt Générale sera mis à la disposition du public au siège du SMER'E2M (11 avenue du 8 mai 1945 - 33420 BRANNE) avec une version informatique et dans les mairies de **Rauzan**, **Saint-Exupéry** et **Sauveterre-de-Guyenne**, les jours et heures, ouvrables ou non, où le public pourra consulter gratuitement le dossier papier et présenter ses observations et propositions par écrit sur un registre d'enquête, ouvert à cet effet. D'autre part, les documents seront également consultables sur le site internet du syndicat <http://www.smer-e2m.fr/smer-e2m/1263-documents-telechargeables.html> durant toute la durée de l'enquête publique.

Les observations et propositions du public relatives au projet pourront être transmises par courrier postale au SMER-E2M à l'attention de la commissaire enquêtrice, mais aussi par voie électronique via le formulaire de contact (registre dématérialisé) du site internet du Syndicat <http://www.smer-e2m.fr/> ;

## SMER'E2M

Syndicat Mixte Eaux et Rivières de l'Entre Deux Mers

11 avenue du 8 mai 1945 - 33420 BRANNE - 05 57 84 89 54 - 06 70 54 99 05 - rivieres1.smer-e2m@orange.fr

elles seront consultables au siège de l'enquête, 11 avenue du 8 Mai 1945, 33420 BRANNE, durant la durée de l'enquête. Il est à noter qu'une mise en ligne régulière de ces formulaires et courriers sera également effectuée sur le site internet. De plus, ces observations seront annexées par la suite au registre d'enquête.

Enfin, les observations et propositions du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Les horaires d'ouverture du SMER-E2M sont :

Lundi, mardi, mercredi, jeudi	9h à 12h30	13h30 à 17h
Vendredi	9h à 12h30	13h30 à 16h

Les horaires d'ouverture de la mairie de Rauzan sont :

Lundi, mardi, mercredi, jeudi	9h à 12h30	13h30 à 17h
Vendredi	9h à 12h30	13h30 à 16h30
Samedi	9h à 12h	

Les horaires d'ouverture de la mairie de Saint-Exupéry sont :

Mardi, vendredi	14h à 17h	
-----------------	-----------	--

Les horaires d'ouverture de la mairie de Sauveterre-de-Guyenne sont :

Mardi, mercredi, jeudi, vendredi	9h à 12h	14h à 17h
Samedi	9h à 12h	

**ARTICLE 4** : La commissaire enquêtrice, Madame Christina RONDEAU, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations :

- à la Mairie de **Rauzan**, 6 rue de l'Hôpital, 33420, au jour et heures suivantes : **le 19.06.17 de 9 h à 12 h**,
- à la Mairie de **Sauveterre-de-Guyenne**, 28 place de la République, 33540, aux jours et heures suivantes : **le 01.07.17 de 9 h à 12 h et le 20.07.17 de 14 h à 17h**,
- à la Mairie de **Saint-Exupéry**, Au Bourg, 33190, au jour et heures suivantes : **le 07.07.17 de 14 h à 17 h**.

**ARTICLE 5** : Un avis d'enquête publique informant le public de l'ouverture de l'enquête sera publié, par le SMER'E2M, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux. L'avis d'enquête publique sera mis en ligne sur le site internet [www.smer-e2m.fr](http://www.smer-e2m.fr) (dans l'onglet « *SMER-E2M/documents téléchargeables* »).

Cet avis sera en outre publié par voie d'affiches et éventuellement par tous autres procédés, par les

## **SMER'E2M**

**Syndicat Mixte Eaux et Rivières de l'Entre Deux Mers**

11 avenue du 8 mai 1945 - 33420 BRANNE - 05 57 84 89 54 - 06 70 54 99 05 - rivières1.smer-e2m@orange.fr

soins du Président du SMER'E2M, dans les mairies concernées, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

En outre, cet affichage sera effectué par les soins du demandeur, dans les mêmes conditions de délai et de durée, sur les lieux ou en un lieu situé au voisinage de l'aménagement et visible de la voie publique.

**ARTICLE 6 :** Pendant l'enquête, la commissaire enquêtrice peut faire compléter le dossier de documents utiles à la bonne information du public. Tout complément sera disponible sur le site internet et sur tous les sites et supports de consultation. Ces documents sont joints au dossier tenu à la disposition du public au siège à Branne avec un bordereau.

**ARTICLE 7 :** A l'expiration du délai d'enquête, le registre sera remis ou transmis sans délai par le Président du SMER'E2M, à la commissaire enquêtrice qui procèdera à la clôture du ou des registres.

La commissaire enquêtrice convoquera, dans la huitaine, le demandeur et lui communiquera sur place les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, un mémoire en réponse.

**ARTICLE 8 :** Les copies du rapport et des conclusions de la commissaire enquêtrice seront tenues à la disposition du public pendant le délai d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête au SMER'E2M ainsi que sur son site internet, à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde ainsi que dans les mairies concernées par l'enquête publique.

**ARTICLE 9 :** Le Préfet de la Gironde est compétent pour statuer sur l'autorisation sollicitée, soit par un arrêté d'autorisation assortie de prescriptions à respecter, ou par un arrêté de refus.

**ARTICLE 10 :** Le Président du SMER'E2M et la Commissaire enquêtrice sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 11 :** Le présent arrêté sera transmis à :

- Madame la Commissaire Enquêtrice ;
- Monsieur le Maire de la commune de Rauzan
- Monsieur le Maire de la commune de Blasimon
- Monsieur le Maire de la commune de Castelvieu
- Monsieur le Maire de la commune de Caumont
- Monsieur le Maire de la commune de Cazaugitat
- Monsieur le Maire de la commune de Cleyrac
- Madame le Maire de la commune de Gornac
- Monsieur le Maire de la commune de Mauriac
- Monsieur le Maire de la commune de Morizes
- Monsieur le Maire de la commune de Saint-André-du-Bois
- Madame le Maire de la commune de Saint-Antoine-du-Queyret
- Monsieur le Maire de la commune de Saint-Brice
- Monsieur le Maire de la commune de Saint-Exupéry
- Monsieur le Maire de la commune de Saint-Félix-de-Foncaude
- Madame le Maire de la commune de Saint-Hilaire-du-Bois
- Monsieur le Maire de la commune de Saint-Laurent-du-Bois

## **SMER'E2M**

**Syndicat Mixte Eaux et Rivières de l'Entre Deux Mers**

11 avenue du 8 mai 1945 - 33420 BRANNE - 05 57 84 89 54 - 06 70 54 99 05 - rivières1.smer-e2m@orange.fr

- Monsieur le Maire de la commune de Saint-Laurent-du-Plan
- Monsieur le Maire de la commune de Saint-Martial
- Madame le Maire de la commune de Saint-Martin-du-Puy
- Monsieur le Maire de la commune de Saint-Sulpice-de-Pommiers
- Monsieur le Maire de la commune de Sainte-Foy-la-Longue
- Monsieur le Maire de la commune de Sauveterre-de-Guyenne
- Monsieur le Maire de la commune de Soussac
- Monsieur le Président du tribunal administratif de Bordeaux.

Branne,

Le 25/05/2017

Le Président du SMER'E2M,

**Jean JOUANNO**  
**Président.**

